

DECLARATION SUITE AUX PROPOS DE MONSIEUR HENRI KONAN BEDIE

Depuis le début de l'année 2019, la situation socio-politique en Côte-d'Ivoire est animée par de nombreux discours à caractère ethnique et identitaire. Ces différents discours alourdissent l'atmosphère et menacent de porter le coup de grâce à une cohésion sociale déjà bien fragile. Le dernier discours en date, nous oblige à attirer l'attention des acteurs politiques, sur la nécessité de se départir des références à l'ethnie ou aux origines pour ne pas en rajouter à une atmosphère qui tend à se surchauffer à l'approche l'élection présidentielle de 2020.

Les faits :

Le 05 juin 2019, au cours d'une rencontre à sa résidence à Daoukro, dans la région de l'Iffou, avec une délégation du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Monsieur Henri Konan Bédié, ancien Président de la République de Côte d'Ivoire et Président du PDCI, a tenu les propos suivants :

- «...Très prochainement, je parlerai de faits troublants. D'abord, les conflits inter-communautaires, ensuite de ce que recouvre le phénomène de l'orpaillage en Côte d'Ivoire» ;
- «...On fait venir des étrangers armés qui sont stationnés maintenant dans beaucoup de villages... » ;
- «...S'ils sont armés, c'est pour servir à quoi ? Il faut simplement que nous soyons conscients, car le moment venu, nous agirons pour empêcher ce hold-up sur la Côte d'Ivoire sous le couvert de l'orpaillage... » ;
- «...Nous dénoncerons aussi d'autres qu'on fait venir clandestinement. Cela se passe surtout dans la commune d'Abobo. Les gens rentrent, on leur fait faire des papiers et ils ressortent. Certains repartent et d'autres restent. Tout cela pour quel but ? ...» ;
- « ...Si c'est pour venir fausser les élections de 2020, nous voulons le savoir. Mais, nous traiterons de tout cela un jour, car les précédents doivent nous servir ... » ;
- « ... Nous avons fait venir des étrangers dans nos plantations de cacao et de café, et ensuite les gens se sont installés à leur propre compte. Aujourd'hui, ils agressent les planteurs ivoiriens et se disputent même la propriété des terres. Cela devrait nous servir. Il faut que nous réagissions pour que les ivoiriens ne soient pas étrangers chez eux. Car, actuellement, on fait en sorte que l'ivoirien soit étranger chez lui. Mais, les ivoiriens n'accepteront jamais cela... ».

Analyse :

La légère accalmie dans le débat politique en Côte d'Ivoire, suite à l'amnistie accordée, le 7 août 2018, à 800 prisonniers issus de la crise politique de 2010 a été de courte durée. Depuis la rupture de la coalition politique au pouvoir le 9 Aout 2018, le débat politique s'est envenimé. Les élections locales couplées municipales et régionales du 18 octobre 2018 marquées par des violences qui se sont soldées par endroits par des morts alors qu'elles étaient censées être un test pour 2020 ont conforté les craintes des Organisations de la Société Civile et des observateurs sur la fragilité de la paix ivoirienne. Le discours de Monsieur Adama Bictogo, cadre du RHDP, le 6 janvier 2019 demandant à tous ceux qui ne sont pas favorables à ce parti unifié (en référence au Président de l'Assemblée Nationale, M. Guillaume Soro) de quitter leur poste ou de « libérer le tabouret », suivi de la démission de ce dernier le 8 février 2019, les injures publiques, le 4 février 2019 de la députée de Tingrela, Mariam Touré à l'égard de Madame Sita Coulibaly, présidente des femmes du PDCI sont autant d'événements qui contribuent à exacerber les tensions. Depuis lors, il ne se passe pas de jour sans que soient publiés sur les réseaux sociaux, des vidéos et discours où partisans de partis politiques, se laissent aller à des propos où tout est permis. Dans ce contexte, déclarations, injures et révélations ont vite fait de se déporter sur le terrain identitaire et ethnique. La multiplication des conflits communautaires à travers le pays n'est pas étrangère à cette actualité politique tendue et orientée vers la fibre ethnique.

C'est pourquoi, la sortie du Président Henri Konan Bédié, mettant en opposition nationaux et étrangers et invitant les premiers à la révolte nous paraît dangereuse dans une atmosphère déjà tendue qui n'attend que l'étincelle pour exploser.

Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix en Côte d'Ivoire (WANEP Côte d'Ivoire), témoin de cette escalade, s'inquiète de l'évolution rapide et déclinante de la situation sociopolitique à mesure que le pays s'achemine vers les élections de 2020. Prenant ses responsabilités, le WANEP Côte d'Ivoire interpelle tous les acteurs de la vie nationale, politiques ou non, à s'impliquer véritablement dans des actions en vue de faire baisser la tension.

Ainsi, le WANEP-CI recommande :

Au Président Bédié

- De ne pas rompre le dialogue avec son allié d'hier et de bien vouloir utiliser des canaux plus diplomatiques si des informations sensibles nécessitent une réaction de sa part ;
- De ne pas oublier que son statut d'ancien Président de la République de Côte d'Ivoire l'oblige à une certaine réserve dans ses déclarations publiques.

Au Gouvernement :

- D'engager un dialogue franc et constructif avec les différents acteurs politiques,



WANEP-Côte d'Ivoire

West Africa Network for Peacebuilding

Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix

- Faire une étude approfondie sur le phénomène de l'orpaillage clandestin et lui trouver une solution durable ;
- S'engager à une campagne de sensibilisation de toutes les communautés vivant en Côte d'Ivoire sur les dangers d'une crise identitaire ;
- Veillez à interpeler voire sanctionner les leaders qui tiennent des propos publics à relents identitaires ;
- Renforcer les actions en faveur de la cohésion sociale ,
- Réinstaurer urgemment le service civique ,
- Mettre à la disposition des Organisations de la Société Civile qui mènent des activités de cohésion sociale, et de façon gracieuse les média d'Etat.

✚ Aux Partis Politiques et leaders d'opinions :

- Eviter de livrer des discours ou propos à relents identitaires dans les débats politiques ou non ,
- Sensibiliser leurs partisans à la culture de la non-violence et à la tolérance pour la sauvegarde de la paix ;
- Eviter de mettre à mal la cohésion sociale ;
- Renforcer la formation politique de leurs militants.

✚ Aux Organisations de la Société Civile :

- Intensifier les activités de renforcement de la cohésion sociale sur toute l'étendue du territoire national ;
- Dénoncer sans cesse toutes les actions mettant à mal la consolidation de la paix ;
- Ne pas se laisser d'interpeller les acteurs politiques et les leaders d'opinions sur leurs dérives verbales.

Fait à Abidjan, le 10/06/2019